

Journées d'étude des 11/12 septembre 2018 à Bienne

« La participation, un gage de qualité – Mettre à profit les marges de manœuvre »

Exposé 5

Comment les enfants, adolescents et parents vivent-ils les enquêtes sur le bien de l'enfant et que souhaitent-ils ?

Clarissa Schär, MA, MA, collaboratrice scientifique à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Zurich et membre du Comité de la Communauté d'intérêt pour la qualité de la protection de l'enfant; études en sciences de l'éducation (spécialisation en pédagogie sociale), géographie et cultures populaires à l'Université de Zurich.

Comment les familles vivent les enquêtes sur le bien de l'enfant et ce qu'elles souhaitent est peu connu en Suisse. Un projet de recherche, réalisé dans le cadre du « Manuel des processus. Enquête dialogique et systémique sur le bien de l'enfant » (Biesel et al., 2017) s'est attelé à cette lacune dans la recherche. Il comprend des analyses multidimensionnelles de six cas relevant de la protection de l'enfant, traités à l'aide du prototype du manuel des processus entre mai 2014 et juillet 2015. Dans ce cadre, des entretiens qualitatifs ont été réalisés avec les enfants, les parents, les experts chargés des enquêtes au sein des services sociaux/services spécialisés, ainsi que les collaborateurs compétents de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Les dossiers associés ont également été étudiés. Les résultats présentés se réfèrent aux entretiens avec les enfants, les adolescents et leurs parents. Bien que les résultats du projet de recherche ne soient pas généralisables en raison de la petite taille de l'échantillon, ils fournissent néanmoins des indices précieux sur les facteurs qui favorisent la satisfaction des familles confrontées à une enquête sur le bien de l'enfant. Il ressort que la plupart des enfants, adolescents et parents interrogés ont été agréablement surpris par le déroulement de l'enquête sur le bien de l'enfant et par la méthode de travail des spécialistes chargés de l'enquête. Ils ont apprécié que les professionnels aient été disposés à trouver des solutions consensuelles, à leur donner accès à des prestations de soutien, à non seulement procéder à des clarifications mais aussi à aider les familles et à toujours mettre la priorité sur le bien de l'enfant/des enfants. Deux des mères interrogées ont rapporté des expériences négatives. Elles ne se sont pas senties prises au sérieux ou se sont senties ignorées ou traitées injustement par les professionnels chargés de l'enquête. Les entretiens ont alors été ressentis comme un fardeau et une perte de temps. Les expériences négatives ont en particulier été observées lorsque les responsables des enquêtes ne parvenaient pas à gérer de manière professionnelle et compétente les instabilités mentales et réactions parfois violentes des parents et que la responsabilité éducative des mères était surestimée par rapport à celle des pères. En résumé, il est important pour la plupart des familles que les professionnels chargés des enquêtes fassent preuve d'empathie et d'un véritable intérêt pour leurs conditions de vie et qu'ils agissent de manière neutre et transparente.

Comment les enfants, adolescents et parents vivent-ils les enquêtes sur le bien de l'enfant et que souhaitent-ils?

Clarissa Schär, MA

Université de Zurich
Institut des sciences de l'éducation

Journées d'étude de la COPMA:
La participation, un gage de qualité – mettre à profit les marges de manoeuvre
11/12 septembre 2018, Bienne

Contenu

Développement et test d'un manuel des processus pour une enquête dialogique et systémique sur le bien de l'enfant

Informations sur le projet (de recherche)

Une sélection de résultats de recherche

Comment les enfants, adolescents et parents vivent-ils les enquêtes sur le bien de l'enfant

- Qu'est-ce qui nous attend dans le cadre d'une enquête sur le bien de l'enfant?
- A qui avons-nous affaire?
- Comment s'assurer que nous puissions participer à l'enquête sur le bien de l'enfant?
- Qu'advient-il des enfants? Qu'arrive-t-il à la famille?

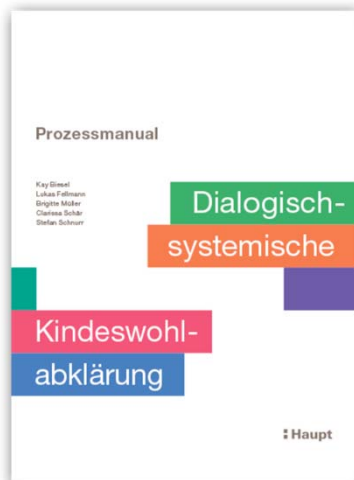
Conclusion

Ce que souhaitent les enfants, adolescents et parents dans le cadre des enquêtes sur le bien de l'enfant

Développement et test d'un manuel des processus pour une enquête dialogique et systémique sur le bien de l'enfant

Informations sur le projet (de recherche)

Développement et test d'un manuel des processus pour une enquête dialogique et systémique sur le bien de l'enfant



Partenaire de recherche

- Haute école de travail social du Nord-Ouest de la Suisse: Kay Biesel, Clarissa Schär, Stefan Schnurr, Brigitte Müller, Lukas Fellmann, Urs Kaegi

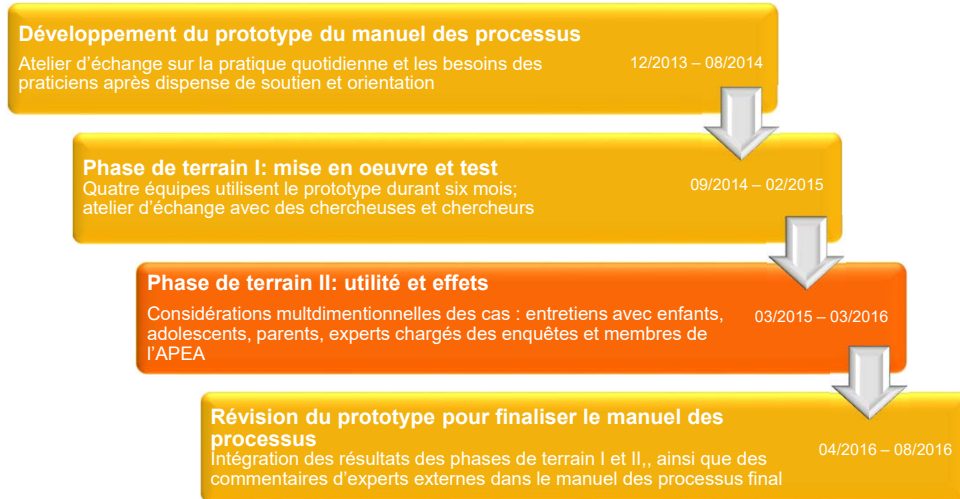
Partenaires de terrain

- Service de la jeunesse de Bâle-Ville; Office de la jeunesse et de l'orientation professionnelle Zurich; service spécialisé zougais en matière de jeunesse; service de protection de l'enfant et de l'adulte, services de soutien de Zoug; services sociaux Aarau; représentants de l'APEA des services participants

Financement

- Coûts du partenaire de recherche: Dépt. fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche / commission pour la technologie et l'innovation (CTI), domaine d'encouragement Enabling Science
- Coûts des partenaires de terrain: Office fédéral des assurances sociales

Phases du projet



Considérations multidimensionnelles des cas: échantillon de cas

- Six cas ayant fait l'objet d'une enquête dans trois sites à l'aide du prototype du manuel des processus durant la période mai 2014 - juillet 2015
- Évaluation analytique du contenu de 18 entretiens (de groupe) directifs et de six dossiers (noircis)

Entretiens avec:	Expert(s) chargé(s) de l'enquête	Membre(s) APEA	Enfant(s)	Mère	Père
Cas 1	✓	✓		✓	
Cas 2	✓	✓		✓	✓
Cas 3	✓	✓	✓		✓
Cas 4	✓		✓	✓	
Cas 5	✓	✓		✓	✓
Cas 6	✓	✓	✓	✓	

Sélection de résultats de recherche

Comment les enfants, adolescents et parents vivent-ils les enquêtes sur le bien de l'enfant?

Qu'est-ce qui nous attend dans le cadre d'une enquête sur le bien de l'enfant?

Dans la plupart des cas, les personnes concernées ne savaient pas clairement ce qui les attendait avant l'enquête sur le bien de l'enfant. Cette ignorance était en partie liée à un mécontentement, un surmenage ou un sentiment d'échec. Dans la plupart des cas (mais pas toujours), les cas ont été identifiés par les experts chargés de l'enquête et traités efficacement.

«Non, je n'ai jamais eu affaire au tribunal des familles. Non, je ne savais rien. (...). Je ne me suis jamais retrouvé face à un juge. (...). J'ai totalement échoué. (...). Je n'ai pas pu rester calme. C'est toujours difficile quand quelqu'un parle en quelque sorte de notre propre enfant » (mère).

A qui ai-je affaire?

La plupart des personnes interrogées étaient très sceptiques vis-à-vis de l'enquête et des organisations resp. experts initialement impliqués. Pour les enquêtes, elles ne connaissaient pas les qualifications et attitudes professionnelles des experts respectifs. Elles craignaient de ne pas être prises au sérieux, mais ont en général été agréablement surprises. Leurs perceptions se basaient surtout sur des images des APEA véhiculées par les médias.

«Il est à nouveau arrivé quelque chose récemment, et je suis arrivée à me demander à quoi servait l'APEA ? A simplement nous contrôler ?» (mère)

«Parce que mon ex-partenaire avait déjà eu des contacts avant moi, un entretien et tout ça. Je pensais donc que mon ex avait raconté des salades derrière mon dos afin de rallier l'APEA à sa cause, mais (...) au final je dois dire non, ça n'a pas été le cas» (père)

«Eh bien, j'ai juste trouvé cool que M. Kunz ait lui-même des enfants et c'est pour ça qu'il me comprenait un peu - alors oui, j'ai trouvé ça cool» (adolescente)*

* Tous les noms et institutions sont anonymisés

Clarissa Schär - Comment les enfants, adolescents et parents vivent-ils les enquêtes sur le bien de l'enfant - 11.09.2018, Bienne

9

Comment s'assurer que nous puissions participer à l'enquête sur le bien de l'enfant?

Dans la majorité des entretiens avec les personnes concernées, il ressort clairement que les enquêtes sur le bien de l'enfant représentent une situation de stress et une pression élevée pour les familles, ce qui peut les amener à réagir de différentes manières, soit avec émotion ou indignation. Afin de pouvoir participer aux enquêtes sur le bien de l'enfant, il est nécessaire de leur fournir un soutien et une aide dans le cadre de leur situation actuellement difficile.

«(...) lorsque l'enfant nous est enlevé et qu'il s'agit justement de notre propre enfant, alors on perd la raison. On peut vraiment perdre son sang-froid» (mère).

«(...) mais j'aurai aussi (...) une infirmière ou autre qui sera en plus vraiment là pour l'enfant, ou quelqu'un qui s'occupe de l'enfant tout au long du processus, ou même quelqu'un qu'on m'envoie à la maison pour m'aider. Au moins pendant tout l'entretien ou du moins pour me soulager» (mère)

Clarissa Schär - Comment les enfants, adolescents et parents vivent-ils les enquêtes sur le bien de l'enfant - 11.09.2018, Bienne

10

Qu'advient-il des enfants ? Et de la famille ?

Chez presque tous les membres de la famille interrogés, les peurs ont joué un rôle clé. Les parents, ainsi que les enfants et adolescents craignaient que la famille soit déchirée et que les enfants soient placés chez des tiers. Pour les parents, il était très important de protéger leurs enfants contre les pressions et les situations stressantes, surtout dans le contexte de l'enquête sur le bien de l'enfant. En conséquence, il a été apprécié ou attendu des spécialistes chargés de l'enquête d'oeuvrer dans ce sens.

«(...) ils (les enfants) ont senti cette pression et se sont mis eux-mêmes aussi sous pression, c'est aussi un peu associé à la peur: «que nous arrivera-t-il? Comment cela se passera-t-il ?» (mère)

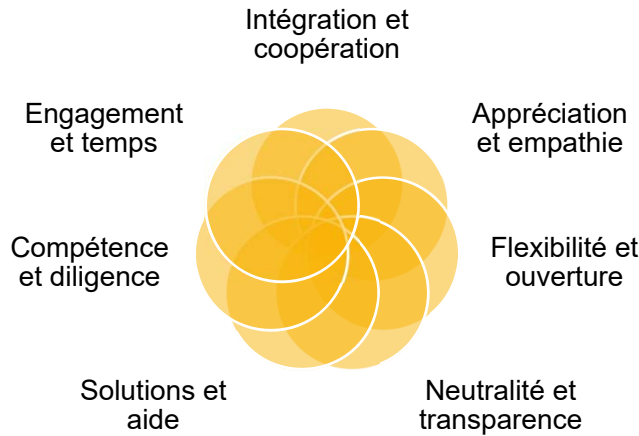
«(...) alors j'ai bien sûr quand même trouvé bien que vous ayez agi dans l'intérêt de l'enfant» (mère)

«(...) alors maman a toujours un peu parlé d'une famille d'accueil, j'ai donc pensé : que va-t-il se passer maintenant (...). Et alors, j'ai juste eu une certaine incertitude: «vont-ils à présent m'enlever mes parents?»» (adolescente).

Conclusion

**Ce que les enfants, adolescents et parents attendent
des enquêtes sur le bien de l'enfant**

Ce que les enfants, adolescents et parents attendent des enquêtes sur le bien de l'enfant



Merci pour votre attention !



Wenn es um das eigene Kind geht

Wie Familien Kindeswohlabklärungen erleben und was sie sich wünschen

Text: Clarissa Schär Bilder Schwerpunkt: Felix Schmidli

Der Artikel präsentiert Befunde zum Erleben von Kindeswohlabklärungen durch Betroffene. Er zeichnet Unsicherheiten und Ungewissheiten im Abklärungsverfahren nach und stellt professionelles Reflexionswissen zur Verfügung, wie behördlich angeordnete Kindesschutzverfahren gestaltet werden sollten.

Kindeswohlabklärungen sind sowohl aufseiten professioneller Fachpersonen wie auch auf Seiten der KlientInnen in mehrfacher Hinsicht durch Ungewissheiten und Unsicherheiten gekennzeichnet. Während Klarheit darüber herrscht, wie Fachpersonen Sozialer Arbeit aus professionstheoretischer Sicht mit Ungewissheiten und Unsicherheiten reflektiert umgehen sollten (vgl. u. a. Dewe/Otto 2012), ist kaum Wissen darüber vorhanden, wie die KlientInnen Kindeswohlabklärungen erleben und wie es ihnen gelingt, den damit verbundenen Unsicherheiten und Ungewissheiten zu begegnen. Vor allem ist kaum bekannt, welche Befürchtungen, Hoffnungen und Wünsche KlientInnen haben, die mit behördlich angeordneten Kindesschutzverfahren konfrontiert sind.

Dieser Beitrag verfolgt daher die Frage, wie Kinder, Jugendliche und Eltern Kindeswohlabklärungen erleben, inwieweit sie sich dabei Ungewissheiten und Unsicherheiten ausgesetzt sehen und was sie sich wünschen. Als Grundlage dienen Forschungsbefunde aus dem Projekt «Entwicklung und Erprobung eines Prozessmanuals zur dialogisch-systemischen Kindeswohlabklärung»¹. Dieses wurde von der Kommission für Technologie und Innovation (KTI) des Eidgenössischen Departements des Innern und mit Finanzhilfen des Bundes gefördert. Die am Projekt beteiligten Fachpersonen im Kindesschutz haben während der Projektlaufzeit im Auftrag von Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (KESB) Kindeswohlabklärungen anhand eines Prototyps des Prozessmanuals «Dialogisch-systemische Kindeswohlabklärung» (Biesel et al. 2017a) vorgenommen. Zur Weiterentwicklung des Prototyps wurden u. a. mit betroffenen Familien qualitative Interviews zu deren Erleben der Kindeswohlabklärungen geführt und inhaltsanalytisch ausgewertet. Es wurden mit insgesamt sechs verschiedenen Familien Interviews geführt (vgl. ausführlicher Biesel et al. 2017b, S. 294). Aufgrund der kleinen Stichprobe können die Forschungsbefunde keine Repräsentativität beanspruchen, gleichwohl geben sie Aufschluss darüber, wie Kli-

entInnen Kindeswohlabklärungen erleben und wo professionelle Handlungspotenziale liegen.

Die vorliegenden Forschungsbefunde zeigen deutlich, dass die meisten interviewten KlientInnen überraschend positive Erfahrungen mit Kindeswohlabklärungen anhand des Prototyps des Prozessmanuals gemacht haben (vgl. Biesel et al. 2017b). Ungewissheiten und Unsicherheiten wurden aber insbesondere hinsichtlich der den Kindeswohlabklärungen zugrundeliegenden behördlich angeordneten Kindesschutzverfahren erkennbar.

Was kommt mit einer Kindeswohlabklärung auf uns zu?

Die meisten interviewten KlientInnen hatten keine konkrete Vorstellung davon, was mit einer Kindeswohlabklärung auf sie zukommt: «Nein, also ich habe ja noch nie mit dem Familiengericht [KESB] zu tun gehabt. Nein, ich habe gar nichts gewusst.» Die damit verbundenen Unsicherheiten stehen teilweise mit Unzufriedenheit, Überforderungen oder Versagensgefühlen im Zusammenhang. So verband ein Vater mit der Kindeswohlabklärung eine Art «Inspektion» seiner Familie. Eine Mutter berichtet, dass sie im Zuge weiterer Behördenkontakte gefühlte «hundert

Die meisten interviewten KlientInnen hatten keine konkrete Vorstellung davon, was mit einer Kindeswohlabklärung auf sie zukommt

Telefonate» von Behörden erhielt und sich alsbald fragte: «Oh Gott, was kommt jetzt noch alles auf mich zu?» Die Kontakte mit der KESB bzw. dem Familiengericht beschreibt sie trotz Vorbereitung durch die abklärende Fachperson als Kontrollverlust sowie als eine unbekannte und erniedrigende Situation: «Ich habe total versagt.» Angesichts dieser Erfahrungen ist es für viele der interviewten Betroffenen wichtig, transparent darüber informiert zu werden, was auf sie zukommt, wo sie im Prozess der Fallbearbeitung stehen, wie die abklärenden Fachpersonen vorgehen und wohin sie sich mit Fragen und in Notfällen wenden können.

Mit wem haben wir es zu tun?

Weitere Unsicherheiten resultierten aus der Unbekanntheit der beteiligten Fachpersonen und Institutionen bzw. deren Qualifikationen und professionellen Haltungen. Da die Betroffenen im Verlauf von Kindeswohlabklärungen sehr persönliche Informationen über sich preisgeben (müssen), wollen sie wissen bzw. während der Zusammenarbeit merken, dass sie es mit qualifizierten Fachpersonen zu tun haben. Mit Fachpersonen, die Kindeswohlabklärungen «vorbereitet» vornehmen und nicht aus dem «hohlen Bauch heraus» handeln. Befürchtungen wurden von den interviewten KlientInnen dahin gehend geäußert, dass sie sich nicht ernst genommen fühlen. Insbesondere im Kontext von Paarkonflikten befürchteten die Eltern, die

Clarissa Schär

ist wissenschaftliche Mitarbeiterin an der Hochschule für Soziale Arbeit FHNW.





gehen, «die haben alles gekostet». Deshalb ist es den Betroffenen wichtig, dass die Abklärungen möglichst schnell durchgeführt werden, dass sie auch dann noch ernst genommen und beteiligt werden, wenn sie emotional überreagieren, und dass ihnen während der Abklärung Unterstützung und Hilfe für ihre aktuell belastenden Situationen angeboten wird, damit sie überhaupt in die Lage versetzt werden, an der Abklärung aktiv mitzuwirken.

Fachpersonen würden parteilich zugunsten eines Elternteils agieren und entscheiden. So ist es einem Vater wichtig, dass die abklärende Fachperson beiden «Parteien» zuhört und, daraus resultierend, «dass es wirklich für beide eine positive Lösung gibt». Sich ernst genommen und verstanden zu fühlen, ist auch den von Kindeswohlabklärungen betroffenen Kindern und Jugendlichen sehr wichtig: «Also ich habe es jetzt einfach noch cool gefunden wie, also [die abklärende Fachperson] hat selber Kinder gehabt und durch das hat er [...] mich wie ein bisschen verstanden.» Unsicherheiten und Ungewissheiten resultieren indes nicht selten aus medial geprägten Vorurteilen und Vorbehalten gegenüber der KESB. Die KESB wird von einigen Betroffenen als «sture» und «unmenschliche Kontrollbehörde» charakterisiert: «Also für was ist die KESB da? Um einfach nur zu kontrollieren?» Sie wird als eine Behörde beschrieben, die weder hilft noch unterstützt und im schlimmsten Fall Familien auseinanderreisse.

Wie wird bewerkstelligt, dass wir an der Kindeswohlabklärung mitwirken können?

Fast durchgängig wird in den Interviews mit den KlientInnen deutlich, dass Kindeswohlabklärungen für die Familien zeitaufwendig sind und grosse Belastungen und Stresssituationen darstellen. Sie können dazu führen, dass die davon betroffenen Eltern und Kinder in unterschiedlicher Weise emotional oder ungehalten reagieren. So drückt eine Mutter sehr pointiert aus: «[W]enn es gerade um das eigene Kind geht, da setzt einem der Verstand aus [...] da kann man wirklich auch mal die Beherrschung verlieren.» Auch in einem weiteren Fall machen die Eltern deutlich, dass, wenngleich sie die Abklärungsgespräche als sehr «wertvoll» für die eigene Selbstreflexion und die Aufarbeitung der Geschehnisse erleben, diese «voll an die Substanz»

Was passiert mit den Kindern? Was passiert mit der Familie?

Die Eltern möchten in erster Linie ihre Kinder vor (zusätzlichem) Stress durch die Abklärung schützen. Entsprechend wird es geschätzt bzw. erwartet, dass sich die abklärenden Fachpersonen ebenfalls darum bemühen. So macht eine Mutter in einem Interview deutlich, dass die Kindeswohlabklärung eine grosse Belastung für ihre Kinder darstellte, da diese den «Druck» gespürt hätten, welcher auch ein «bisschen mit Angst» vermischt war. Ängste spielten bei fast allen interviewten KlientInnen hintergründig eine Rolle. Vor allem resultierend aus der Sorge, die Familie könnte auseinandergerissen und die Kinder fremdplatziert werden. Solche Angebote waren nicht nur bei Eltern präsent, sondern auch bei den Kindern: Eine Jugendliche äussert, die Mutter habe «immer ein bisschen von einer Pflegefamilie oder so gesprochen», was dazu geführt hat, dass sie sich fragte: «Nehmen sie mir jetzt die Eltern weg?»

Fazit

Unsicherheiten und Ungewissheiten von KlientInnen im Kontext von Kindeswohlabklärungen lassen sich nicht vollends ausmerzen. Sie müssen bis zu einem gewissen Grad akzeptiert und ausgehalten werden. Sie können aber von abklärenden Fachpersonen abgemildert werden, wenn diese ihre KlientInnen transparent und wiederholt darüber informieren, welches ihre Rolle und Aufgabe als Fachperson ist, wer an der Abklärung beteiligt ist und welchem Ziel die Abklärung dient. Ebenso sollten sie die Betroffenen darüber aufklären, dass das Wohl des Kindes im Zentrum ihrer Aktivitäten steht und sie dafür da sind – wenn möglich im Einvernehmen mit den Eltern und in Zusammenarbeit mit der KESB –, tragfähige Lösungen zu finden. Darüber hinaus scheint es gewinnbringend, Kindern und Eltern niederschwellig zugängliche und leicht verständliche Informationsmedien an die Hand zu geben, aus denen hervorgeht, was eine Kindeswohlabklärung ist, wofür die KESB zuständig ist und welche Funktion abklärende Fachpersonen haben. Die Erkenntnisse der vorliegenden Studie fliessen zurzeit in das Projekt «Informationen zum Kinderschutz in Leichter Sprache» ein, in dem in Zusammenarbeit von VertreterInnen unterschiedlicher Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden sowie Mitarbeitenden der Hochschule für Soziale Arbeit FHNW eine Informationsbroschüre für den zivilrechtlichen Kinderschutz erarbeitet wird, welche diesem Ansinnen Rechnung tragen soll.

Literatur

Biesel, Kay; Fellmann, Lukas; Müller, Brigitte; Schär, Clarissa; Schnurr, Stefan (2017a). Prozessmanual. Dialogisch-systemische Kindeswohlabklärung. Bern: Haupt.

Biesel, Kay; Fellmann, Lukas; Schär, Clarissa (2017b). Augen zu und durch?! Wie Klientinnen und Klienten Kindeswohlabklärungen erleben und was sie sich wünschen. In: Zeitschrift für Kindes- und Erwachsenenschutz. 72. Jg. (4). S. 291–303.

Dewe, Bernd; Otto, Hans-Uwe (2012). Reflexive Sozialpädagogik. Ein neuer Typ dienstleistungsorientierten Professionshandelns. In: Thole, W. (Hrsg.): Grundriss Soziale Arbeit. Ein einführendes Handbuch, 4. Aufl. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. S. 197–217.

Fussnote

1 Weitere Informationen zum Projekt unter www.kindeswohlabklaerung.ch

Augen zu und durch?!

Wie Klientinnen und Klienten Kindeswohlabklärungen erleben und was sie sich wünschen

Kay Biesel/Lukas Fellmann/Clarissa Schär

Stichwörter: Abklärung, Kindeswohl, Kindesschutz, Kindesschutzbehörde, Prozessmanual zur dialogisch-systemischen Kindeswohlabklärung.

Mots-clés: Autorité de protection de l'enfant, Bien de l'enfant, Détermination, Manuel pratique pour une détermination dialogique-systémique du bien de l'enfant, Protection de l'enfant.

Parole chiave: autorità di protezione dei minori, bene del figlio, indagine, manuale dei processi dialogico sistematici d'indagine sul bene del figlio.

Im Rahmen des Entwicklungsprojekts «Entwicklung und Erprobung eines Prozessmanuals zur dialogisch-systemischen Kindeswohlabklärung» wurden sechs von Deutschschweizer KESB in Auftrag gegebene Kindeswohlabklärungen multiperspektivisch untersucht. Im Mittelpunkt standen die Erfahrungen der Kinder, Jugendlichen und Eltern mit den Kindeswohlabklärungen und ihre Wünsche an die Durchführung von Kindeswohlabklärungen. Die Ergebnisse zeigen, dass die Familien überwiegend zufrieden mit der Arbeit der abklärenden Fachperson waren. Sie fühlten sich von diesen weitestgehend wertgeschätzt und ernstgenommen. Die Familien berichteten, dass die abklärenden Fachpersonen daran interessiert waren, einvernehmliche Lösungen zur Sicherstellung des Kindeswohls zu erarbeiten. Von negativen Erfahrungen berichteten insbesondere Mütter. Sie fühlten sich ungerecht behandelt oder falsch verstanden. In den Analysen wurde zudem deutlich, an welche Aspekte (z.B. Sorgfalt der abklärenden Fachperson) und Rahmenbedingungen (z.B. Transparenz) einer Kindeswohlabklärung die positiven Erlebnisse und Erfahrungen gebunden sind. Obwohl die Ergebnisse aufgrund des sehr kleinen Fallsamples nicht generalisierbar sind, geben sie doch wichtige Hinweise darauf, worauf bei der Gestaltung von Kindeswohlabklärungen zu achten ist.

Foncer tête baissée?!

Comment les personnes concernées vivent la détermination du bien de l'enfant et ce qu'elles souhaitent

Dans le cadre du développement du projet de manuel pratique pour une détermination dialogique-systémique du bien de l'enfant, six dossiers traités par des APEA suisse-allemandes et dans lesquels le bien de l'enfant a dû être déterminé ont été analysés selon une perspective multiple. Ces analyses ont porté principalement sur les expériences des enfants, des jeunes et des parents dans le cadre de l'examen du bien de l'enfant et leurs souhaits relatifs à la mise en œuvre de cet examen. Les résultats montrent que les familles sont majoritairement satisfaites du travail des professionnels en charge de la détermination du bien de l'enfant; elles se sont senties prises en considération et au sérieux. Les familles ont rapporté que les professionnels avaient travaillé de manière à trouver des solutions consensuelles pour garantir le bien de l'enfant. Ce sont en particulier les mères qui ont fait part d'expériences négatives: elles ont eu le sentiment d'être traitées de manière injuste et d'être mal comprises. L'analyse a permis de démontrer de manière claire sous quels aspects (par exemple le soin apporté par le professionnel en charge du dossier) et à quelles conditions (par exemple en respectant un principe de transparence) la détermination du bien de l'enfant peut être vécue de manière positive. Bien que les résultats ne soient pas généralisables en raison du très petit échantillon analysé, ils fournissent des résultats importants s'agissant des éléments auxquels être attentifs lors de la détermination du bien de l'enfant.

Chiudi gli occhi e vai?!

Come vivono le clienti e i clienti le indagini sul bene del figlio e cosa desiderano

Nell'ambito della realizzazione del progetto sullo «Sviluppo e l'uso di un manuale sui processi dialogico-sistematici per le indagini del bene del figlio» è stato assegnato a sei AMPA svizzero tedesche il compito di analizzare in modo multiprospettico le indagini. Al centro sono state collocate le esperienze dei bambini, dei giovani e dei genitori confrontati con le indagini sul bene del figlio e i loro desideri a tale proposito. I risultati dimostrano che generalmente le famiglie si sono dichiarate soddisfatte del lavoro d'indagine degli esperti. Le persone implicate si sono sentite valorizzate e prese sul serio. Le famiglie hanno riferito che gli esperti incaricati dell'indagine erano interessati a trovare soluzioni condivise ai fini di assicurare il bene del figlio. Esperienze negative sono state annunciate in particolare dalle madri che si sono sentite trattate ingiustamente e fraintese. Nelle analisi è stato evidenziato in quali aspetti (p.es. la meticolosità degli esperti addetti all'indagine) e nelle condizioni quadro (p. es. sulla trasparenza) una indagine sul bene del figlio è legata a vissuti e esperienze positive. Anche se, per il limitato numero di casi presi in considerazione, i risultati non possono essere generalizzati si sono date importanti indicazioni da tenere in considerazione nelle strutturazioni delle future indagini sul bene del figlio.

1 Einleitung

Seit der am 1. Januar 2013 in Kraft getretenen Revision des Zivilgesetzbuches und der damit einhergehenden Einrichtung professionalisierter und interdisziplinärer Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (KESB) ist es im Kinderschutz zu erheblichen Veränderungen gekommen. Es kann beobachtet werden, dass seit der Neuorganisation des Kinderschutzes vor allem die Anforderungen an Abklärungen von Kindeswohlfragen gestiegen sind. Immer häufiger wird der verbindliche Einsatz von wissenschaftlich fundierten Modellen zur Kindeswohlabklärung eingefordert, um Fehleinschätzungen und unverhältnismässige Eingriffe in die Autonomie von Familien zu vermeiden. Zwar wurden auch schon vor der Etablierung von KESB Instrumente, Methoden und Verfahren im Rahmen behördlich angeordneter Abklärungen von Fachpersonen genutzt. Diese stammten jedoch hauptsächlich aus dem Ausland, vor allem aus dem anglo-amerikanischen Raum und aus Deutschland, und waren in aller Regel nicht an den schweizerischen Kontext angepasst (vgl. Lätsch 2012). Sie konnten nur bedingt für Abklärungen im Kinderschutz verwendet werden, da sie aufgrund ihrer Konstruktion nur begrenzt zur Strukturierung eines vollständigen Abklärungsprozesses – d.h. von der Entgegennahme von Hinweisen auf die Gefährdung des Kindeswohls bis zur Erstellung und Validierung eines Abklärungsberichts – tauglich waren und zudem nicht dafür konzipiert wurden, Eltern und Kinder als «Experten/Expertinnen» ihrer eigenen Lebenssituation und als Ideenträger/Ideenträgerinnen für mögliche Problemlösungen systematisch und zentral in die Abklärung einzu beziehen (vgl. Fellmann/Müller/Schnurr 2015).

Aus diesem Grund wurde im Rahmen eines Entwicklungsprojekts, das von der Kommission für Technologie und Innovation (KTI) des EDI und aus Finanzhilfen des Bundes gefördert wurde, in Zusammenarbeit mit dem Erziehungsdepartement Basel-Stadt (Kinder- und Jugenddienst Basel-Stadt), dem Amt für Ju-

gend und Berufsberatung Kanton Zürich, der Zuger Fachstelle punkto Jugend und Kind, der Abteilung Unterstützende Dienste des Amtes für Erwachsenen- und Kinderschutz des Kantons Zug und den Sozialen Diensten der Stadt Aarau¹ sowie der Hochschule für Soziale Arbeit FHNW (Kay Biesel, Lukas Fellmann, Urs Kaegi, Brigitte Müller, Clarissa Schär, Stefan Schnurr) ein «Prozessmanual zur dialogisch-systemischen Kindeswohlklärung» (Biesel et al. 2017) entwickelt und erprobt. Die Entwicklung und Erprobung des Prozessmanuals folgte dem Modell des Praxis-Optimierungszyklus (POZ) (Gredig/Sommerfeld 2008). Eine zentrale Prämisse des POZ lautet, dass in Kooperation zwischen Praxis und Wissenschaft bessere Lösungen für Praxisprobleme entwickelt werden können als ohne Kooperation. Begründet wird diese Annahme damit, dass unterschiedliche Wissensformen, z.B. organisationales Wissen, Methodenwissen, Erfahrungswissen von Klientinnen und Klienten, wissenschaftliches Wissen, für die Problemlösung zentral sind. Die Entwicklung des Prozessmanuals orientierte sich ferner an Prämissen der Developmental Evaluation (vgl. Patton 2011). Soziale Innovation setzt demgemäss voraus, dass Praxis und Wissenschaft einen kontinuierlichen Austausch pflegen, um zeitnahe Anpassungen von gemeinsam entwickelten «Produkten» zu ermöglichen und somit organisationalen Wandel zu fördern.

Die Entwicklung und Erprobung des Prozessmanuals wurde in vier aufeinander aufbauenden Phasen realisiert. In der Entwicklungsphase wurde gemeinsam mit den Praxispartnern in Workshops ein Prototyp des Prozessmanuals entwickelt. Anschliessend wurde in der Feldphase I dieser Prototyp in die Abklärungspraxis der beteiligten Dienste und/oder Behörden implementiert und erprobt. Die abklärenden Fachpersonen wurden dabei von Mitarbeitenden der Hochschule für Soziale Arbeit FHNW begleitet. In der Feldphase II wurden im Rahmen einer Studie der Nutzen und die Effekte der Verwendung des Prozessmanuals untersucht. In der Revisionsphase wurde das Prozessmanual auf der Grundlage der Studienergebnisse und den Erfahrungen der erprobenden Dienste überarbeitet.

Im Kontext der Erprobung des Prozessmanuals in der Abklärungspraxis (Feldphase II) konnte eine Fülle qualitativer Daten erhoben und ausgewertet werden. Es wurden *sechs multiperspektivische Fallbetrachtungen zu Abklärungsfällen* durchgeführt. Zu jedem Fall wurden die Familie, die abklärende(n) Fachperson(en), die zuständige(n) Spruchkammermitglieder der KESB eines Kindes-schutzfalles interviewt und die Fallakte analysiert. Davon unabhängig wurden an den vier Standorten der am Projekt beteiligten Praxispartner 15 Aktenanalysen vorgenommen (drei bis vier pro Standort). Die Ergebnisse aus den multiperspektivischen Fallbetrachtungen und Aktenanalysen wurden in Interviews mit abklärenden Fachpersonen, Leitungspersonen von abklärenden Teams und Vertreterinnen/Vertretern der KESB schliesslich intersubjektiv validiert und weiter differenziert (*Ergebnisfeedbacks*).

¹ Beteiligt waren auch die jeweils für die teilnehmenden Dienste zuständigen KESB.

Tabelle 1 Qualitative Daten des Projekts «Entwicklung und Erprobung eines Prozessmanuals zur dialogisch-systemischen Kindeswohlklärung» in der Übersicht

Datentyp	Datenmaterial	Multiperspektivische Fallbetrachtungen	Aktenanalysen	Ergebnisfeedbacks	Total
Fallakten	Kindesschutzfallakten	6	15		21
Interviews mit KESB	KESB-Mitglieder (Gruppeninterview)	4		4	8
Qualitative Interviews mit abklärenden Diensten	Leitungsperson abklärender Dienst (Einzelinterview)			4	4
	Abklärende Fachperson (Einzelinterview)	4			4
	Abklärende Fachpersonen (Gruppeninterview)	2		4	6
Qualitative Interviews mit Familien	Kinder, Kindsmutter und Kindsvater (Gruppeninterview)	1			1
	Kind und Kindsmutter (Gruppeninterview)	1			1
	Kind und Kindsvater (Gruppeninterview)	1			1
	Kindsmutter (Einzelinterview)	3			3
	Kindsvater (Einzelinterview)	2			2

Die Analyse der Daten diene primär der Verbesserung und Überarbeitung des Prozessmanuals. Es konnten aber auch darüber hinaus gehende Erkenntnisse gewonnen werden, die Aufschluss darüber geben, in welcher Weise sich die Abklärungspraxis nach der Revision des Zivilgesetzbuches verändert hat und wie sich neue Formen der Zusammenarbeit zwischen Fachdiensten und KESB herausgebildet haben. Auch geben sie Hinweise darauf, wie Fachpersonen Abklärungen des Kindeswohls gestalten, wie sie mit Herausforderungen umgehen als auch wie Kinder und Erziehende Abklärungen von Kindeswohlfragen erleben und was sie sich wünschen.

Im folgenden Beitrag erörtern wir, auf der Basis der von uns im Rahmen multiperspektivischer Fallbetrachtungen erhobenen und inhaltsanalytisch ausgewerteten Interviews, wie Klientinnen und Klienten behördlich angeordnete Kindeswohlklärungen erleben und was sie sich wünschen.

2 Multiperspektivische Fallbetrachtungen – ausgewählte Forschungsbefunde

Abklärungen sind mit erheblichen Eingriffen in die Autonomie und Privatheit von Familien verbunden. Sie lösen bei Kindern, Jugendlichen und Eltern häufig

Ängste aus. Nicht selten reagieren sie mit Widerstand und Ablehnung. Sie verschliessen ihre Augen vor dem, was auf sie zukommt, und versuchen ihre Würde zu bewahren, indem sie die Abklärung über sich ergehen lassen und darauf hoffen, dass diese keine schlimmen Folgen nach sich ziehen wird. Aber mit «Augen zu und durch» ist es zumeist nicht getan. Abklärungen erfordern die aktive Mitarbeit der Kinder, Jugendlichen und Eltern, wenn sie Entscheidungen vermeiden möchten, die über ihren Kopf hinweg getroffen werden. Doch wie sollte nach Meinung von Klientinnen und Klienten Kindeswohlklärung vorgenommen werden? Worauf sollte/n abklärende Fachpersonen und die KESB achten?

Die von uns vorgenommenen multiperspektivischen Fallbetrachtungen geben auf diese Fragen Antworten. Sie repräsentieren sechs Fälle, welche mit dem Prozessmanual (Prototyp) an drei Standorten in der Deutschschweiz im Zeitraum von Mai 2014 bis Juli 2015 von Fachpersonen unserer Praxispartner im Auftrag von KESB abgeklärt worden sind. Wir stellen zunächst die sechs untersuchten Abklärungsfälle kurz vor (2.1). Anschliessend gehen wir darauf ein, welche Erfahrungen die Kinder, Jugendlichen und Eltern mit den Kindeswohlklärungen gemacht (2.2) und welche Wünsche sie an die Durchführung von Kindeswohlklärungen haben (2.3).

2.1 *Kurzbeschreibung Fallsample*

Die Gefährdungsmeldungen (teilweise mehrere pro Fall) erfolgen in der Mehrheit der Fälle durch die Polizei (in drei von sechs Fällen) oder durch Eltern-teile (in zwei von sechs Fällen), seltener durch Beratungsstellen (in einem Fall) oder durch Therapeutinnen/Therapeuten (in einem Fall). In einem Fall meldet sich ein Jugendlicher selbst bei der KESB, die daraufhin tätig wird und neben einer Platzierung des Jugendlichen auch einen Abklärungsauftrag auslöst.

In der Mehrheit der untersuchten Fälle bilden Trennungen und/oder Scheidungen der Kindseltern die Problemhintergründe der Kindeswohlklärung (in fünf von sechs Fällen). In einigen Fällen spielen elterliche Konflikte rund um das Kind und Erfahrungen häuslicher Gewalt ebenfalls eine Rolle (in drei von sechs Fällen). In zwei dieser Fälle ist die Wahrnehmung der Elternverantwortung aus gesundheitlichen Gründen (psychische Probleme, Drogenproblematik) eingeschränkt. Drei Fälle weisen (zusätzlich) eine besondere Problemkonstellation auf. In einem Fall droht der Mutter mit ihrem Kind die Obdachlosigkeit. In einem anderen Fall leben die als Paar getrennten Eltern sehr beengt in einer gemeinsamen Wohnung zusammen. Und in einem weiteren Fall gehören die Eltern einer sektenähnlichen Gemeinschaft an.

In allen Fällen ist mit der Kindeswohlklärung der Auftrag verbunden, die aktuelle Lebenssituation des Kindes und seiner Familie einzuschätzen, den Unterstützungsbedarf des Kindes und seiner Familie zu eruieren und die Notwendigkeit der Anordnung zivilrechtlicher Kinderschutzmassnahmen abzuklären. Je nach Fallkonstellation gibt es Spezialthemen, denen die abklärenden Fachpersonen im Auftrag der KESB besondere Aufmerksamkeit schenken sollen. So sollen sie die Wahrnehmung und Umsetzung des Besuchsrechts abklären (in zwei von

sechs Fällen), den Stellenwert der Kinderkrippe für das Kind einschätzen (in einem Fall), die Notwendigkeit einer psychologischen oder anderweitigen Begleitung für ein Kind beurteilen (in einem Fall) oder den Einfluss der Zugehörigkeit von Eltern zu einer sektenähnlichen Gemeinschaft auf das Wohl ihrer Kinder einschätzen (in einem Fall).

Alle Fälle wurden im Auftrag der KESB von Fachpersonen, welche für Kindeswohlabklärungen zuständig sind, entweder allein oder zu zweit bearbeitet. Die Fälle wurden ab Auftragserteilung bis Abgabe des Abklärungsberichts an die KESB innerhalb einer Zeitspanne von dreieinhalb bis 14 Monaten abgeklärt. Drei Fälle wurden innerhalb einer Frist von dreieinhalb bis sieben Monaten bearbeitet, die anderen drei Fälle innerhalb einer Frist von sieben bis 14 Monaten. Im Mittel ergibt sich über alle Fälle ein durchschnittlicher Abklärungszeitraum von ungefähr sieben Monaten. Zwei Fälle wurden innerhalb einer Frist von länger als sieben Monaten abgeklärt. Sie wurden von verschiedenen abklärenden Fachpersonen am selben Standort bearbeitet. Für diesen Standort ist im Rahmen von Kindeswohlabklärungen eine Arbeitsweise typisch, die sowohl durch abklärende als auch beraterische/begleitende Elemente charakterisiert ist. Kindeswohlabklärungen dienen dort nicht nur der Beantwortung von Abklärungsfragen und der Erstellung eines Abklärungsberichts zu Händen der KESB, sondern auch der unmittelbaren Unterstützung und/oder Vermittlung von freiwilligen Leistungen. In einem Fall wurde die Dauer der Kindeswohlabklärung durch einen Klinikaufenthalt der Mutter, durch einen Unfall einer der beiden abklärenden Fachpersonen sowie durch die Vorbereitung der bevorstehenden Pensionierung der anderen Fachperson beeinflusst.

2.2 *Erfahrungen von Kindern, Jugendlichen und Eltern mit Kindeswohlabklärungen*

Schilderungen über positive Überraschungen und gute Erlebnisse

In fünf von sechs Fällen werden die Kindeswohlabklärungen von den Kindern, Jugendlichen und Eltern bzw. Elternteilen positiv erlebt. Die interviewten Familienmitglieder berichten nicht nur, dass sie positive Erfahrungen gemacht haben, einige berichten sogar, dass sie überrascht waren, dass die Abklärung so positiv verlief, da sie im Vorfeld der Abklärung skeptisch gegenüberstanden oder Ängste damit verbanden: *«Ich fand es eine sehr spannende Erfahrung. Und eben, ich finde es auch eine sehr gute Betreuung. Ich bin richtig sehr positiv überrascht»* (Vater). *«Also ich bin wirklich positiv überrascht gewesen»* (Mutter). Die Kinder, Jugendlichen und Eltern haben demnach nicht erwartet, dass Kindeswohlabklärung auch gut verlaufen können. Sie gingen davon aus, dass diese schrecklich und unangenehm sind, machten im Verlauf der Abklärung jedoch mehrheitlich positive Erfahrungen.

Es wurde von den Kindern, Jugendlichen und Eltern geschätzt, wenn sie in die Abklärungen einbezogen wurden und diese dadurch als kooperatives Miteinander erlebten. So konnte z.B. eine Familie in einem Fall den abklärenden Fachpersonen vorschlagen, wer aus ihrem Umfeld an der Abklärung beteiligt wird. Auf

ihre Wünsche seien die abklärenden Fachpersonen eingegangen. Sie haben immer *«geschaut, braucht es diesen Schritt oder braucht es ihn nicht»* (Mutter). Ebenso berichtet ein Jugendlicher in einem Fall, dass er frei über seine Sicht auf die Familiensituation und sein Befinden berichten konnte: *«Und das hat mir gutgetan, da mich auszusprechen»*.

Von Wertschätzung und Einfühlsamkeit berichten die Betroffenen dann häufig, wenn sie von den abklärenden Fachpersonen nach ihren Wünschen und Bedürfnissen gefragt wurden, diese frei äussern konnten und nicht für ihre Anliegen und Äusserungen abgeurteilt wurden. So erzählt z.B. eine Mutter: *«Sie hat uns also nichts abschätzig, überhaupt nicht. Sie hat uns wahrgenommen. Sie hat gesehen, das sind zwei junge Eltern, die jetzt einfach Hilfe brauchen. Und sie, diese Hilfe hat sie uns gewährleistet. Ja, genau»*. Durch die Wertschätzung und das Einfühlungsvermögen der abklärenden Fachpersonen fühlten sich die Betroffenen wahr- und ernstgenommen. Und so weiss auch die Jugendliche in einem Fall zu berichten: *«Also ich habe es jetzt einfach noch cool gefunden wie, also [die abklärende Fachperson] hat selber Kinder gehabt und durch das hat [sie] (...), mich wie ein bisschen verstanden, also, ja, das hab ich noch cool gefunden»*.

Ebenso positiv wurden die abklärenden Fachpersonen darin erlebt, wenn sie sich offen und flexibel auf die aktuellen Erfordernisse der Lebenssituation der Betroffenen einliessen und nicht stur nach einem eingeübten *«0815-Schema»* (Mutter) vorgingen. So konnte z.B. in einem Fall der Abklärungsauftrag an den Umstand angepasst werden, dass die beiden jüngsten Kinder sich vor Einzelgesprächen mit den abklärenden Fachpersonen ängstigten. Die abklärenden Fachpersonen haben nicht *«einfach ein System durchgezogen», sondern «ihren Abklärungsauftrag auch entsprechend angepasst»* (Mutter).

Einen wichtigen Stellenwert nahm für die Betroffenen ein, dass sie von den abklärenden Fachpersonen während der Kindeswohlklärung transparente Informationen erhielten. Sie wurden zu unterschiedlichen Zeitpunkten darüber informiert, wie die Kindeswohlklärung verlaufen wird, welche Aufgaben bereits realisiert worden sind und welche Entscheidungen demnächst anstehen: *«Das habe ich gut gefunden. Also sie [die abklärende Fachperson] informiert dann einen wieder, wie es weitergeht. Man muss jetzt nicht noch selbst am, zum Beispiel der KESB anrufen»* (Mutter).

Insbesondere im Kontext von Trennung und Scheidung wurde von den Eltern positiv hervorgehoben, dass beide Elternteile von den abklärenden Fachpersonen in der Abklärung berücksichtigt wurden und dass die Fachpersonen einen neutralen Standpunkt vertraten, also nicht Partei für die Mutter oder den Vater ergriffen. So berichtet z.B. eine Mutter: *«Das Schöne ist eben gewesen, sie hat beide Seiten gesehen und versucht zu verstehen. Sie hat auch versucht, zu vermitteln»* Und ebenso berichtet ein Vater eines anderen Falls: *«also sie [die abklärende Fachperson] ist wirklich kooperativ und auch neutral, also man hat wirklich gemerkt, sie ist neutral. Weil meine Ex-Partnerin hat vor mir ja schon Kontakt gehabt und ein Gespräch und (...) darum habe ich schon gedacht, dass meine Ex hinter meinem Rücken irgendwie, Mist erzählt (...), um sie zu gewinnen und so, aber der Eindruck von [der abklärenden Fachperson] musste ich sagen, nein, es ist*

nicht der Fall (...), also sie hat sich nicht beeinflussen lassen. Also, sie hat einfach wirklich meine Seite auch angehört und auch zur Kenntnis genommen und auch Rücksicht genommen».

Von den Betroffenen wurde es auch wertgeschätzt, dass sie von den Fachpersonen nicht nur abgeklärt wurden, sondern dass diese aktiv nach Lösungen für ihre aktuellen Situationen und Bedürfnisse suchten und Hilfe organisierten. So betont z.B. eine Mutter in einem Fall: *«Jetzt mit der Krippe zum Beispiel und da hat sie mir ziemlich gut geholfen oder mit dem finanziellen von der Gemeinde, weil die Gemeinde mir auch hilft. Mit der Wohnung (...). Das habe ich eigentlich alles ihr zu verdanken».* Ebenso weiss ein Vater aus einem anderen Fall von hilfreichen Ratschlägen zu berichten: *«Genau, wie gesagt, ich habe das gut gefunden, und, man hat dann auch ein paar Tipps mitbekommen, und wie auch zum Beispiel vielleicht bewusster, mehr sich auf das Kind einlassen, es muss ja nicht gerade eine Stunde sein aber, einfach dreissig Minuten».*

Des Weiteren werden die abklärenden Fachpersonen von den Betroffenen mehrheitlich als kompetent und sorgfältig in der Abklärung der Lebenssituation des Kindes und seiner Familie erlebt. Dies wird auf ihre Ausbildung und Erfahrung zurückgeführt: *«ein gutes vom Haus und von geschulten Leuten, die viel mit solchen Fällen auch zu tun haben»* (Vater). Die abklärenden Fachpersonen haben *«wirklich sich alle Mühe gegeben (...) einfach auch sorgsam zu sein»* (Mutter).

Den Fachpersonen wird von den Kindern, Jugendlichen und Eltern insbesondere dann Engagement attestiert, wenn sie sich Zeit für die Familien und ihre Anliegen nahmen. Hierzu äussert eine Mutter: *«Ich finde [die abklärende Fachperson], sie hat sich sicher immer Zeit genommen. Also man hat immer gewusst, ich denke ich werde, da nehme ich an anrufen Ihr, wenn wieder etwas nicht gut ist».*

Entsprechend der positiven Erfahrungen im Prozess der Abklärungen fanden sich die Mehrheit der Betroffenen im Abklärungsbericht wieder und waren mit den Empfehlungen an die KESB einverstanden. Trotzdem kam es in zwei Fällen zu Anpassungen der Empfehlungen durch die KESB. In einem Fall wurde aufgrund der grossen Belastung der Familie von dem empfohlenen Gutachten über Erziehungsfähigkeit abgesehen. Im anderen Fall gewichtete die KESB die Problemlagen anders und passte entsprechend die Massnahme an.

Schilderungen über Prozessenerfahrungen der Ignoranz, der Kompromisslosigkeit, des Unverstandenseins und der Diskreditierung

Gegenüber den mehrheitlich positiven Erfahrungen der interviewten Kinder, Jugendlichen und Eltern, haben in zwei Fällen Mütter den Prozess der Kindeswohlklärung negativ erlebt. Die Mütter schildern Prozessenerfahrungen der Ignoranz, der Kompromisslosigkeit, des Unverstandenseins und der Diskreditierung. So charakterisiert eine Mutter die Gespräche mit der abklärenden Fachperson als *«Teilweise unnötig. Überflüssig, Zeitverschwendung. Oftmals von meiner Seite her auch irgendwann mal sehr aggressiv, weil ich mich so was von nicht verstanden gefühlt habe, völlig alleine gelassen gefühlt habe. Ich hatte teilweise wirklich das Gefühl, ich kämpfe gegen Windmühlen».* Vor allem das Gefühl

sich gegen die abklärenden Fachpersonen wehren bzw. einen aussichtslosen Kampf führen zu müssen, führte zu Ohnmachts- und Verzweiflungserfahrungen bei den Müttern. Sie fühlten sich allein und entrechtet, weder gehört noch gesehen, so dass sie aus der Abklärung auch keinen Nutzen für sich ziehen konnten und diese als überflüssige Zeitverschwendung erlebten.

Des Weiteren fühlten die Mütter sich in ihren Wünschen und Bedürfnissen weder wahr- noch ernstgenommen. Sie gewannen den Eindruck, die Fachkräfte agierten parteilich zu Gunsten des Vaters und sahen sich von diesen in eine Ecke gedrängt und als Personen wahrgenommen, die mit der Erziehung ihrer Kinder und der Führung ihres Lebens überfordert seien: *«Sie hatten irgendwie das Gefühl ich sei überfordert mit dem Ganzen, mit dem Kind, dem Haushalt, überhaupt mit allem. Nach diesen vier, fünf Gesprächen die sie gemacht hatten, musste ich sagen: <Ja nein.> Also ich bin da auch völlig nicht einverstanden gewesen mit diesem Abschluss. Sie wollen jemanden so völlig darstellen, als ob wirklich jemand unfähig ist, obwohl ich mein Kind mehr als eineinhalb Jahre, da habe ich alles gemanaged, die KESB hat nichts getan, ich war allein, ich war vom Sozialamt unterstützt, niemand hat geholfen und dann kommen die mit diesen vier- fünfmal Gesprächen und dann haben die das Gefühl die kennen die ganze Situation, dann habe ich gesagt: <Das geht doch gar nicht>»* (Mutter). Entsprechend waren die Mütter mit den empfohlenen Leistungen oder zivilrechtlichen Kinderschutzmassnahmen nicht einverstanden. Sie erachteten diese übereinstimmend als *«schwachsinnig»*. Sie konnten demnach keinen Sinn in den Empfehlungen sehen und empfanden diese als widersinnig und absurd. Folgerichtig waren sie über den Ausgang der Kindeswohlabklärungen enttäuscht und froh darüber, dass diese endlich zu Ende waren, wie eine Mutter sehr eindrücklich schildert: *«Und ich hatte dann einfach die Schnauze voll und wollte diese Gespräche beenden. Und habe dann gesagt: <Ja ja, machen Sie das>. Und nachher bei der KESB habe ich dann gesagt: <Ich brauche das nicht>»*. In einem Fall führte die ablehnende Haltung der Kindsmutter gegenüber den Empfehlungen der abklärenden Fachpersonen dazu, dass die KESB eine andere Massnahme einsetzte, um die Bereitschaft der Kindsmutter zur Mitwirkung zu erhöhen bzw. zu schaffen. In dem anderen Fall war es uns nicht möglich, herauszufinden wie die KESB mit den Empfehlungen im Abklärungsbericht und der Unzufriedenheit der Mutter mit dem Ausgang der Abklärung umging.

2.3 *Wünsche von Kindern, Jugendlichen und Eltern an die Durchführung von Kindeswohlabklärungen*

Aus Sicht der interviewten Eltern ist es wichtig, dass diese stets über den Ablauf der Kindeswohlabklärung informiert sind. Die abklärenden Fachpersonen sollten immer beiden Elternteilen zuhören. Sie sollten nicht für einen Elternteil Partei ergreifen, sondern versuchen stets für beide Seiten eine positive Lösung zu finden. Ebenso sollten sie dazu beitragen, Kindern ihr Leid zu nehmen und dafür Sorge tragen, dass diese keinen zusätzlichen Stressfaktoren oder Streitereien ihrer Eltern ausgesetzt sind. Abklärende Fachpersonen sollten nicht verur-

teilend sein und unvoreingenommen auf Eltern zugehen. Sie sollten lösungsorientiert und verständnisvoll agieren, die Ansichten und Ressourcen von Eltern wertschätzen, diese aufmuntern, wenn es ihnen schlecht geht oder es in ihrem Leben gerade nicht rund läuft, kurz: *«einfach für sie da sein»* (Mutter). Sie sollten einen Raum und eine Atmosphäre schaffen, in der sich Eltern frei äussern und gegenüber den Fachpersonen öffnen können: *«Dass man nicht alles so rationalisieren muss und es so und so sein muss. Sondern, dass man einfach sagen kann: <Warum schon wieder!>»* (Vater). Sie sollten Eltern auch dann ernst- und wahrnehmen, wenn diese emotional überreagieren oder irrational agieren. Es sei von Belang, abklärende Fachpersonen dafür zu sensibilisieren, dass Kindeswohl-abklärungen Ausnahmesituationen für Familien darstellen. Aus diesem Grund sollten sie Kindern und Eltern ihre Ängste nehmen, mit ihnen feinfühlig umgehen und vorsichtig, gezielt, kurz und schmerzlos abklären. In diesem Zusammenhang sei es von Belang, stärker darauf zu achten, dass Veränderungen in Familien Zeit benötigen. Notwendig seien intensive Gespräche mit entlastender Funktion und die Vermittlung von Hilfen bereits während der Kindeswohl-abklärung. Dabei sei Sympathie ein wichtiger Schlüssel für den Erfolg. Abklärende Fachpersonen sollten Eltern deshalb sympathisch und feinfühlig begegnen, sie nicht in die Ecke drängen und keine Überwachungsstrategie haben: *«schon nur mit unsympathischen Menschen zusammenarbeiten, das kann ich nicht»* (Jugendliche). Sie sollten wirklich Hilfe leisten und nicht nur abklären und ausfragen. *«Also ich würde auf jeden Fall mit sehr viel Einfühlungsvermögen dieser Person zuhören und helfen, also wirklich helfen, dass man wirklich das Gefühl hat, es werde einem geholfen»* (Mutter). Vor allem sollten Kinder von den abklärenden Fachpersonen nicht unnötig unter Druck gesetzt werden. Kinder wollen nicht, dass ihre Familien von den abklärenden Fachpersonen durchleuchtet und sie ihre Wohnungen/Häuser *«durchsuchen»* (Kind). Wichtig sei darüber hinaus, dass die abklärenden Fachpersonen immer auf ihre Arbeit gut vorbereitet sind und wissen, was sie tun. Auch sollten sie sich persönlich als Privatpersonen einbringen und Entscheidungen nicht aus dem hohlen Bauch treffen. Dies gelte vor allem für Fälle, in denen es notwendig wird, Kinder fremdunterzubringen. Dann sollten Eltern von den abklärenden Fachpersonen oder den Mitarbeitenden der KESB transparent über den Grund der Platzierung und den Verbleib ihrer Kinder informiert werden. Auch sollten sie während der Platzierung ihrer Kinder nicht allein gelassen werden. Ihnen sollte fachliche Begleitung und Unterstützung angeboten werden. Ferner sei es von Bedeutung, Eltern auf präventive Angebote hinzuweisen, damit es erst gar nicht so weit kommt, dass Kindeswohl-abklärungen notwendig werden und zivilrechtliche Kinderschutzmassnahmen angeordnet werden müssen. Denn Kindeswohl-abklärungen hinterlassen Wunden. Es sollte deshalb gut überlegt sein, ob diese wirklich notwendig sind.

3 Fazit

Entgegen unserer Annahme, dass Kinder, Jugendliche und Eltern vermutlich eher negativ über Abklärungen des Kindeswohls berichten und dem Geschehen skeptisch gegenüberstehen, nach dem Motto: «Augen zu und durch», weisen unsere Befunde auf etwas Anderes hin: Kinder, Jugendliche und Eltern sind sich zwar der Gefahr bewusst, dass Kindeswohlabklärungen auch zu Entscheidungen führen können, mit denen sie nicht einverstanden sind und welche im schlimmsten Fall zu einer Trennung der Familien führen können. Sie schildern aber auch, dass sie sich darüber im Klaren sind, dass es keine Alternative zur Abklärung gibt und es darauf ankommt, nach Möglichkeit das Beste aus dem behördlich angeordnete Verfahren zu machen. Sie verstehen es, die Abklärung für sich zu Nutzen zu machen und sich ihren Ängsten zu stellen. Dies liegt zum einen daran, dass sie mehrheitlich auf Fachpersonen stossen, die es gut mit ihnen meinen und daran interessiert sind, mit ihnen im Einvernehmen Lösungen zur Sicherstellung des Kindeswohls zu finden. Zum anderen gehen die Fachpersonen wertschätzend und empathisch mit den Kindern, Jugendlichen und Eltern um. Zwar wird auch über negative Erfahrungen berichtet; insbesondere fühlen sich Mütter ungerecht behandelt und falsch verstanden. Überwiegend sind die Kinder, Jugendlichen und Eltern aber zufrieden mit der Arbeit der abklärenden Fachpersonen. Für sie ist es nicht notwendig, ihre Augen zu zumachen und den Kopf in den Sand zu stecken. Sie können sich zumeist als Personen so einbringen, wie sie sind, und ihre Ängste offen schildern. Zu Negativerlebnissen kommt es vor allem dann, wenn es den abklärenden Fachpersonen misslingt, mit psychischen Instabilitäten und teilweise heftigen Reaktionen von Eltern fachlich kompetent umzugehen. Missverständnisse in der Auftragsklärung hingegen sind nicht ausschlaggebend für negative Prozessenerfahrungen.

Deutlich wird am Material auch, dass Abklärungen stets Prozesse des Fallverstehens bzw. der sozialen Diagnostik und Prozesse der Unterstützung beinhalten (vgl. Heiner 2011; Schrappner 2012). Sie werden von Kindern, Jugendlichen und Eltern positiv erlebt, wenn sie von den Fachpersonen nicht nur dazu herangezogen werden, Informationen über kindeswohlgefährdende Situationen in Familien zuhanden der KESB zu sammeln. Überdies betonen die interviewten Kinder, Jugendliche und Eltern mehrheitlich, dass sie sofort registrieren, ob abklärende Fachpersonen sie wertschätzen und es mit ihnen ehrlich meinen. Sie haben sensible Antennen dafür, wenn ihre Bedürfnisse und Wünsche im Kontext von Abklärungen unberücksichtigt bleiben. Dann fühlen sie sich schutz- und hilflos. Hingegen fühlen sie sich ernstgenommen, respektiert und wertgeschätzt, wenn sie auf abklärende Fachpersonen treffen, die sich ihrer Sorgen, Nöte und Ängste aktiv annehmen und gemeinsam mit ihnen nach praktikablen Lösungen Ausschau halten. Das positive Erleben von behördlich angeordneten Kindeswohlabklärungen wurde gemäss Abbildung 1 von den Kindern, Jugendlichen und Eltern mit unterschiedlichen Aspekten begründet:

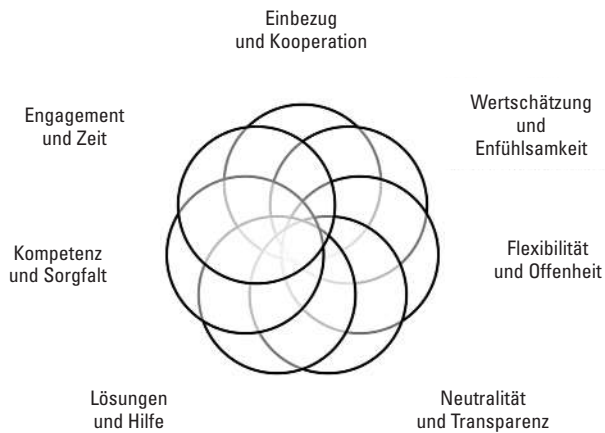


Abbildung 1 Positive Erfahrungen von Kindern, Jugendlichen und Eltern mit abklärenden Fachpersonen.

In der Hauptsache werden Kindeswohlabklärung von den Betroffenen positiv erlebt, wenn die abklärenden Fachpersonen

- sich für die Bearbeitung ihrer Probleme, Ängste, Sorgen und Nöte Zeit nehmen und sich für ihre Belange engagieren (Engagement und Zeit);
- sie bei der Erarbeitung von Empfehlungen beteiligen und mit ihnen aktiv die Zusammenarbeit suchen (Einbezug und Kooperation);
- sie wertschätzen und mit ihnen einfühlsam umgehen (Wertschätzung und Einfühlsamkeit);
- flexibel und offen mit ihnen und ihren Ansichten, Interessen, Wünschen, Bedürfnissen und Lösungsvorschlägen umgehen (Flexibilität und Offenheit);
- sich neutral verhalten und transparent darlegen, was, wann und warum getan wird (Neutralität und Transparenz);
- nach alltagsnahen und praktikablen Lösungen bereits während der Kindeswohlabklärung Ausschau halten und Hilfe und Unterstützung anbieten oder vermitteln (Lösungen und Hilfe);
- kompetent und sorgfältig arbeiten, auch und gerade wenn Kinder, Jugendliche und Eltern ihre Mitarbeit verweigern, emotional überreagieren und sich nicht kooperativ zeigen (Kompetenz und Sorgfalt).

Zwar können unsere Befunde angesichts eines sehr kleinen Fallsamples nicht generalisiert werden. Sie zeigen aber auf, worauf es Kindern, Jugendlichen und Eltern ankommt und in welche Richtung die Abklärungspraxis weiterentwickelt werden müsste. Klientinnen und Klienten wissen, dass Abklärungen erforderlich sind, wenn der Verdacht einer Kindeswohlgefährdung im Raum ist. Sie wissen, dass sie sich der KESB nicht entziehen können und am Verfahren mitwirken müssen. Sie wollen aber respektiert und wertgeschätzt werden. Nur dann sind sie dazu bereit, gemeinsam mit den Fachpersonen den Ursachen und Hintergründen für kindeswohlgefährdende Handlungen und/oder Unterlassungen auf den

Grund zu gehen, nicht auf Dauer, aber für einen Zeitraum, der dafür erforderlich ist und in dem bereits Hilfen organisiert werden.

Literatur

- Biesel, Kay/Fellmann, Lukas/Müller, Brigitte/Schär, Clarissa/Schnurr, Stefan (2017). Prozessmanual. Dialogisch-systemische Kindeswohlabklärung. Bern.
- Fellmann, Lukas/Müller, Brigitte/Schnurr, Stefan (2015). Kinderschutz auf Augenhöhe. In: Netz. (3). S. 9–12.
- Gredig, Daniel/Sommerfeld, Peter (2008). New Proposals for Generating and Exploiting Solution-Oriented Knowledge. In: Research on Social Work Practice. (4). S. 292–300.
- Heiner, Maja (2011). Diagnostik in der Sozialen Arbeit. In: Otto, Hans-Uwe/Thiersch, Hans (Hg.). Handbuch Soziale Arbeit. München: Ernst Reinhardt. S. 237–247.
- Lätsch, David (2012). Wissenschaftlich fundierte Abklärungen im Kinderschutz: Überblick über den internationalen Entwicklungsstand – und ein Ausblick in die Schweiz. In: Zeitschrift für Kindes- und Erwachsenenschutz. (1). S. 1–20.
- Patton, Michael Q. (2011). Developmental Evaluation. Applying Complexity Concepts to Enhance Innovation and Use. New York. London.
- Schrapper, Christian (2012). Sozialpädagogische Diagnosen und sozialpädagogisches Fallverstehen. In: Merchel, Joachim (Hg.). Handbuch Allgemeiner Sozialer Dienst (ASD). München. S. 199–207.